

L'hon. Allan J. MacEachen (vice-premier ministre et secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur le Président, le député sait que l'un des principaux objectifs de la CSCE est de faciliter la réunification des familles. Dans certains cas, nous nous sommes adressés directement aux dirigeants polonais. Les nouveaux cas que le député nous signale aujourd'hui méritent une grande attention, mais je dois dire que nous avons eu certains succès au sujet de ces cas-là auprès des autorités polonaises et nous continuerons à les inciter à collaborer plus étroitement. Je remercie le député d'avoir soulevé la question, car elle permettra de présenter d'autres revendications à ces autorités.

* * *

LES AFFAIRES EXTÉRIEURES

LA CONFÉRENCE INTERNATIONALE SUR LES SOLUTIONS PROPOSÉES PAR LES FEMMES POUR NÉGOCIER LA PAIX

Le très hon. Joe Clark (Yellowhead): Monsieur le Président, ma question s'adresse au secrétaire d'État aux Affaires extérieures. Vendredi, le ministre avait semblé être d'accord pour aider à financer la délégation canadienne à la prochaine Conférence internationale sur les solutions proposées par les femmes pour négocier la paix. Sa réponse était cependant tellement enrobée de conditions que l'on ne sait pas très bien s'il accordera un tel financement. Le ministre dira-t-il maintenant à la Chambre quel est exactement le montant de l'appui financier que le ministère des Affaires extérieures est prêt à fournir?

L'hon. Allan J. MacEachen (vice-premier ministre et secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur le Président, je ne peux pas préciser au très honorable député quel sera le montant exact, mais j'ai bien laissé entrevoir dans mon message que nous étions bien disposés à l'égard de la requête.

M. Dick: C'est-à-dire pas d'argent.

M. MacEachen: Lorsque nous aurons plus de détails, nous tâcherons, tant dans mon ministère que dans les autres, de financer la plus grande part possible de cette activité. Je tiens à dire au très honorable député que même si nous avons posé des conditions, nous voulons surtout appuyer la requête.

LA FOURNITURE DE CAPITAUX D'AMORÇAGE

Le très hon. Joe Clark (Yellowhead): Le ministre pourrait-il nous dire si on fournira immédiatement des capitaux d'amorçage, monsieur le Président?

L'hon. Allan J. MacEachen (vice-premier ministre et secrétaire d'État aux Affaires extérieures): En l'occurrence, monsieur le Président, je ne pense pas que l'expression «capitaux d'amorçage» soit tout à fait appropriée, car ce dont on a besoin c'est d'un appui financier.

Pétitions

LES PÊCHES

L'ENQUÊTE PUBLIQUE SUR UN PROJET DE L'ALCAN EN COLOMBIE-BRITANNIQUE

M. Jim Fulton (Skeena): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre des Pêches et des Océans qui a maintenant admis qu'une enquête publique fédérale complète s'impose sur le projet Kemano II de l'Alcan. Son ministère a maintenant établi le mandat du groupe d'étude et il est à la recherche d'un président. Le ministre pourrait-il annoncer officiellement cette enquête aujourd'hui et nous donner une idée de la date à laquelle ses travaux pourront débuter?

L'hon. Pierre De Bané (ministre des Pêches et des Océans): Monsieur le Président, comme mon prédécesseur l'a signalé, le ministère a pour politique de procéder à une enquête complète lorsqu'un projet d'envergure pourrait avoir des répercussions importantes sur le secteur de la pêche. En ce qui a trait au projet Kemano, le ministère veut une enquête complète. Quelle serait la meilleure façon de procéder. Devrait-on laisser la B.C. Utilities Commission y procéder seule ou devrions-nous procéder à notre propre enquête? Bien entendu, nous voulons éviter tout chevauchement des tâches. C'est dans cette optique que nous consulterons les provinces. En ce qui a trait au principe, comme le député l'a déclaré, je suis disposé à recommander qu'on effectue une enquête publique complète.

● (1500)

AFFAIRES COURANTES

[Français]

LA LOI SUR LES NORMES DES PRESTATIONS DE PENSION

DÉPÔT DU PROJET DE MODIFICATION

L'hon. Marc Lalonde (ministre des Finances): Monsieur le Président, je désire déposer, en vertu de l'article 46(2) du Règlement, deux copies du projet de modification de la Loi sur les normes des prestations de pensions, dans les deux langues officielles.

* * *

[Traduction]

PÉTITIONS

M^{ME} MCDONALD—LE DROIT D'ENTRÉE IMPOSÉ AUX CHINOIS

Mme Lynn McDonald (Broadview-Greenwood): Monsieur le Président, je veux présenter une pétition aujourd'hui au nom d'un certain nombre de membres de l'Association des personnes âgées d'origine chinoise du Centre communautaire de Woodgreen à propos du droit d'entrée discriminatoire imposé aux Chinois.

A ces causes, vos pétitionnaires demandent humblement qu'il plaise au Parlement de présenter des excuses aux Canadiens d'origine chinoise pour le traitement qui leur a été infligé et d'entamer des négociations en vue de les dédommager du droit d'entrée comme il se doit.